

Les éco-terroristes prêts à la violence physique pour faire de nous des rois nus

écrit par Christine Tasin | 23 décembre 2022



Ci-dessous un article du CERU qui fait se dresser les cheveux sur nos têtes. Non contents d'avoir sabordé avec

l'aide active des politiques notre monde, nos ressources énergétiques, d'avoir conduit Poutine à dire définitivement non aux exactions de Kiev sur les populations russophones du Donbass, non contents d'avoir mis partout au pouvoir des mondialistes prêts à mettre nos pays à feu et à sang pour mettre en oeuvre leurs ignobles projets, les voilà qui passent à l'action pour imposer par la peur leurs choix, les choix d'activistes, de minorités... à tous.

Ils n'ont rien à envier à *Action Directe* ou aux *Brigades Rouges*. Ils me font même penser à *Daesch*. Le même fanatisme. La même haine pour ceux qui ne pensent pas comme eux. Le même mépris pour l'homme occidental et ses réalisations. Le même souci de revenir aux âges obscurs. La même haine pour l'homme et la civilisation. La même haine pour l'art, pour la musique, pour la peinture, pour les cathédrales, pour l'homme occidental. Le même amour pour la vacuité, le néant, le retour à l'état de nature, la violence. La même fascination pour le culte de la mort.

Et comme ces salopards sont protégés, utilisés, manipulés par les mondialistes ravis, ils peuvent impunément agir. Vous croyez que des Gilets jaunes auraient pu détruire tranquillement le site de Bouc-Bel-Air de la cimenterie Lafarge ? 3 minutes après l'alerte, une armada de gendarmes, policiers et même l'armée auraient convergé pour remettre dans le droit chemin les saboteurs. Là, rien. On les a laissés faire, comme on laisse faire *Extinction rebellion* sur les routes et les salopards dans les musées.

Oui, la guerre civile est de plus en plus proche. Inévitable ? Va-t'on leur laisser détruire notre héritage, le monde construit pour nos enfants par nos ancêtres ?

Merci à Armand Lanlignel qui nous a signalé l'article du CERU ci-dessous.

Madame, Monsieur,

Chaque dimanche, le CERU, le laboratoire d'idées universitaire, propose un éclairage sur l'actualité de la contestation écologiste, intersectionnelle, woke en partenariat avec le site d'actualité Atlantico.

Cette semaine nous tirons la sonnette d'alarme sur la montée du risque écoterroriste. Un appel à organiser des « mouvements de lutte armée » a même été lancé le 28 novembre dernier.

Nous profitons de ce courriel pour vous souhaiter de joyeuses fêtes de Noël.

L'équipe du CERU

L'ARCHITECTURE DES ÉCOLES DANS LE VISEUR DES « SOLDATS DU GENRE »

Plus d'une centaine de personnes vêtues de combinaisons intégrales blanches ont attaqué, samedi 10 décembre, en fin d'après-midi, le site de la cimenterie Lafarge de Bouc-Bel-Air, près de Marseille. Très organisées, elles ont, en une quinzaine de minutes, saboté l'incinérateur, sectionné les câbles électriques, mis le feu aux engins de chantiers présents sur le parking, éventré des dizaines de sacs de ciment et vandalisé les bureaux.

Le tout dans « une ambiance déterminée et joyeuse », précise le communiqué que les activistes ont adressé anonymement à une dizaine de sites militants et d'organes de presse d'ultragauche, singeant ainsi la façon qu'avaient les mouvements terroristes des années 70 de revendiquer leurs méfaits. Dans cette version cool, écolo et inclusive de la « bande à Baader », tout devient euphémisme. Malgré les

centaines de milliers d'euros de dégâts, le texte ne parle pas de sabotage, mais seulement d'une opération de « désarmement ». Ce néologisme permet de déculpabiliser les nouveaux militants en leur faisant croire que leurs actions bien qu'illégales s'inscrivent dans une démarche positive de « légitime défense » contre des entreprises forcément « écocidaires ».

Mais Bouc-Bel-Air marque surtout un changement d'échelle. S'il est vrai que plus de 104 actions de sabotages ont été recensées par le ministère de l'Intérieur depuis le début de l'année en France, toutes jusque-là furent réalisées par des individus isolés ou de très petits groupes. Cette fois-ci, une véritable coordination a été nécessaire.

Rien d'étonnant à cela, car galvanisés par les événements de Sainte-Soline fin octobre et l'impression d'avoir remporté une victoire en détruisant les canalisations d'une bassine malgré la présence importante des forces de l'ordre, de nombreux activistes avaient ces dernières semaines multiplié les appels pour que s'organisent des actions coordonnées de sabotage. Ils insistaient également sur la nécessité de passer dans la "clandestinité" pour éviter la "répression policière ».

» Puisque le pouvoir se crispe sur ses ressources et ses grands projets, puisqu'il invente même le terme d'écoterrorisme pour légitimer sa traque des militant•e•s écologistes, puisqu'aujourd'hui rien ne les arrête, nous les arrêterons nous-même. Mettre en échec par les moyens adéquats les projets écocidaires d'aménagement du territoire et détruire les infrastructures qui les rendent possibles sont les seules options pour rendre le monde à nouveau désirable. Nous ne voulons pas d'éco-capitalisme colonial, d'économie de guerre ou d'une transition écologique cynique et manipulatrice », conclut leur communiqué.

Une nouvelle ère de violence politique

Pendant que les militants de Dernière rénovation ou d'Extinction Rebellion bloquent les routes, interrompent des spectacles ou des compétitions sportives, et que leurs collègues européens jettent de la purée sur les chefs d'oeuvres présents dans nos musées, une part de plus en plus importante des militants s'interrogent sur l'efficacité de ce genre d'happenings. Très influencés par les écrits de l'universitaire suédois Andreas Malm, auteur de Comment saboter un pipeline ?¹, ils souhaitent dépasser les actions de désobéissance civile et revendiquent désormais la nécessité de mener des « actions directes » et de ne pas s'interdire le recours à la violence politique et au sabotage.

En février, dans une tribune, une dizaine de collectifs d'Extinction Rebellion avaient ainsi annoncé rompre avec la philosophie non violente de leur organisation pour passer à des actions de "désarmement" et de "démantèlement" des infrastructures « climaticides ».

Cet engrenage radical est également soutenu et légitimé par des universitaires français, comme le philosophe Geoffroy de Lagasnerie qui explique, dans son livre En finir avec l'impuissance politique², citant le philosophe allemand Günter Anders, que le seul moyen d'agir efficacement c'est « le recours à la violence – c'est-à-dire le fait de menacer physiquement ceux qui nous menacent. Agir politiquement ne doit consister ni à faire la fête, ni à nous mettre en danger, ni à nous faire souffrir nous-même. Agir veut dire : faire souffrir celles et ceux qui nous font souffrir ».

Bientôt la structuration d'un groupe autonome clandestin ?

Depuis le 28 novembre dernier, un autre texte encore plus inquiétant tourne entre les mains des plus déterminés. Il appelle à envisager l'organisation d'"un groupe autonome clandestin organisé de manière paramilitaire, sorte de

nouvelle Action directe plus grande et moins meurtrière”.

Selon une rhétorique désormais bien connue, face au risque de catastrophe écologique et à l'échec des différentes COP, l'auteur du texte insiste sur le fait de ne pas “avoir peur de poser la question de la nécessité, de la possibilité, pour nous, de l'usage planifié de la violence politique, de la lutte armée”.

Sainte-Soline et Bouc-Bel-Air constituent les prémisses d'une nouvelle ère d'un activisme qui assume le recours à la violence politique. La question est celle de savoir combien de temps ils se contenteront de ne faire que des dégâts matériels.

1 Comment saboter un pipeline, juin 2020, éditions la Fabrique

2 En finir avec l'impuissance politique, août 2020, éditions Fayard

Cette chronique a été publiée dans le cadre d'une collaboration avec le site Atlantico Chaque semaine, le CERU proposera un éclairage sur l'actualité de la contestation écologiste, intersectionnelle, woke.